

RÉGIONALISATION DE L'ÉPURATION MOYENNE BROYE

APPEL D'OFFRES MANDATAIRE PGEE RÉGIONAL 1 RÈGLEMENT DE PROCÉDURE

Ecublens, le 20 mai 2021

Association intercommunale Moudon-Lucens (AIML)
Association intercommunale Epuration Moyenne Broye (EMB)

HOLINGER SA

Route de la Pierre 22, CH-1024 Ecublens

Téléphone +41 21 654 91 00

lausanne@holinger.com

Version	Date	Rédaction	Validation	Distribution
01	16.05.2021	SLE	SCJ	Direction de projet AIML/EMB
02	20.05.2021	SLE	SCJ	Publication SIMAP

A2123 SO Règlement de procédure PGEEr 20210520.docx

TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GÉNÉRALES	1
1.1	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	1
1.2	POUVOIR ADJUDICATEUR	1
1.3	ORGANISATEUR DE LA PROCÉDURE	1
1.4	PROFIL DU SOUMISSIONNAIRE	1
1.5	LANGUE	1
1.6	GROUPEMENTS ET SOUS TRAITANCE	1
1.7	PERSONNES-CLÉ	2
2	PROCÉDURE	3
2.1	TYPE DE PROCÉDURE	3
2.2	CALENDRIER DE LA PROCÉDURE	3
2.3	INSCRIPTION	3
2.4	OBTENTION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
2.5	VISITE DU SITE	3
2.6	DÉPÔT DES QUESTIONS, RÉPONSES	3
2.7	DÉPÔT DES OFFRES	4
2.8	OUVERTURE DES OFFRES	4
2.9	AUDITION DES CANDIDATS	4
2.10	RECEVABILITÉ FORMELLE DE LA CANDIDATURE / DE L'OFFRE	4
2.11	PRÉ-IMPLICATION	5
2.12	CONFLIT D'INTÉRÊT ET RÉCUSATION	5
2.13	VALIDITÉ DE L'OFFRE	5
2.14	NOMBRE D'OFFRES	5
2.15	VARIANTE D'OFFRE	5
2.16	INDEMNISATION	6
2.17	MODIFICATION D'UNE OFFRE	6
2.18	MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	6
2.19	DEVOIR DE S'INFORMER	6
2.20	PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ	6
3	STRUCTURE ET CONTENU DES DOSSIERS DU SOUMISSIONNAIRE	7
4	EVALUATION DES OFFRES ET ADJUDICATION	8
4.1	CRITÈRES D'APTITUDE	8
4.1.1	Principe	8
4.1.2	Capacité suffisante du soumissionnaire	8

4.1.3	Références	8
4.2	CRITÈRES D'ADJUDICATION	9
4.2.1	Critères et pondération	9
4.2.2	Notation du critère « prix »	9
4.2.3	Notation du temps consacré	10
4.2.4	Notation des critères "qualité"	10
4.3	BARÈME DES NOTES	11
4.4	COMITÉ D'ÉVALUATION	12
4.5	CORRECTION DES ERREURS LORS DE L'ÉVALUATION	12
4.6	DÉCISION D'ADJUDICATION	12
4.7	CONTRAT	13
5	VOIES DE RECOURS	14

LISTE DES FIGURES

AUCUNE ENTREE DE TABLE D'ILLUSTRATION N'A ETE TROUVEE.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Prestations de mandataire spécialisé pour l'élaboration d'un **Plan général d'évacuation des eaux régional, 1^{ère} étape** (appelé "PGEEr1" dans la présent document), dans la cadre de la régionalisation de l'épuration des eaux de la région "Moyenne Broye", comportant 29 communes vaudoises et fribourgeoises.

Les prestations sont décrites en détail dans le → **cahier des charges** du présent dossier d'appel d'offres.

1.2 POUVOIR ADJUDICATEUR

L'association intercommunale d'épuration "Epuration Moyenne Broye" (EMB) est en cours de constitution, sous l'égide d'un comité de pilotage (COPIL). Les statuts ont été acceptés au cours de la 2^{ème} moitié de l'année 2020 par les organes délibérants de 29 communes, 1 commune (Henniez) ayant refusé l'adhésion. Après la validation des statuts par les Conseils d'Etat vaudois et fribourgeois, une assemblée constitutive entérinera l'existence juridique d'EMB. Cette constitution est prévue en juin 2021.

Afin de ne pas retarder la suite du processus technique, le présent appel d'offre est formellement conduit par l'Association intercommunale Moudon-Lucens (AIML) durant cette période transitoire. L'adjudication puis la conclusion du contrat de mandataire seront effectués par EMB. Les soumissionnaires sont informés de ce mode de faire par le biais du présent règlement de procédure et l'acceptent en déposant une offre.

Personne de référence de l'adjudicateur : Sylvain Schupbach, président du COPIL Moyenne Broye et président du Comité de direction (CODIR) de l'AIML.

1.3 ORGANISATEUR DE LA PROCÉDURE

HOLINGER SA (mandaté en tant que BAMO)
M. Jürg Schweizer
Route de la Pierre 22
1024 Ecublens (VD)

1.4 PROFIL DU SOUSMISSIONNAIRE

Le Maître de l'ouvrage recherche un bureau ou groupement multidisciplinaire avec une très grande expérience dans le domaine de la planification régionale de l'évacuation et de la protection des eaux.

1.5 LANGUE

Le soumissionnaire doit être en mesure de communiquer de manière professionnelle en français avec le mandant et de rédiger en français l'ensemble des documents, ceci avec une qualité rédactionnelle élevée.

1.6 GROUPEMENTS ET SOUS TRAITANCE

Le Maître de l'ouvrage laisse les soumissionnaires libres de s'organiser, avec quelques limitations décrites ci-dessous.

Les groupements de bureaux d'ingénieurs sont admis. Un bureau n'est pas autorisé à

participer, en qualité de membre associé, à plusieurs groupements.

L'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux ne doit pas nuire à la saine et efficace concurrence et ne doit pas créer une position cartellaire. Chaque membre devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure. Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 et ss du Code suisse des obligations (CO). En dérogation à l'article 535 du CO, les associés nommeront une entreprise ou un bureau « pilote » qui a qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicateur et pour recevoir valablement toute communication de la part de ce dernier.

La sous-traitance est admise. Un bureau sous-traitant n'est pas autorisé à participer à plusieurs offres ni à déposer une offre en tant que soumissionnaire principal ou membre d'un groupement. Le sous-traitant devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure.

Le soumissionnaire détaillera son organisation au moyen de l'Annexe E.

Les soumissionnaires s'engagent, en cas d'adjudication, à donner accès à titre consultatif au Maître d'ouvrage aux contrats de groupement et de sous-traitance avant leur signature.

Les modalités contractuelles ayant trait au groupement et à la sous-traitance sont décrites plus en détail dans le → projet de contrat.

1.7 PERSONNES-CLÉ

Le soumissionnaire désigne 3 personnes-clé (voir chapitre 1.7). Le chef de projet désigné assume la responsabilité de l'exécution des tâches techniques, administratives et financières du mandat qui lui a été confié, pour toute la durée de l'étude. Il est l'interlocuteur privilégié du MO tout au long du projet.

Le chef de projet tout comme les autres personnes-clé désignées dans l'offre ne pourront pas être modifiées. Leur disponibilité et engagement doivent être garantis par le mandataire pour toute la durée du projet. La non-disponibilité ou la modification de personnes-clé après le dépôt de l'offre constituent des motifs valables de révocation d'adjudication et/ou de résiliation de contrat.

2 PROCÉDURE

2.1 TYPE DE PROCÉDURE

Cet appel d'offre se fait en **procédure ouverte**.

La procédure est soumise à :

- La Loi fédérale sur les marchés publics (LMP) du 21 juin 2019 (Etat le 1er janvier 2021) (RS 172.056.1)
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP)¹ du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001, ainsi que ses directives d'exécution ;
- la législation vaudoise en matière de marchés publics (Loi vaudoise sur les marchés publics du 1^{er} avril 2018 (LMP-VD), LMP-VD (RSV 726.01) ; Règlement d'application de la loi sur les marchés publics du 1 juillet 2017 (RLMP-VD), RLMP-VD (RSV 726.01.1)).

L'appel d'offres se base sur les principes du règlement **SIA 144**.

2.2 CALENDRIER DE LA PROCÉDURE

21 mai 2021 : Publication de l'appel d'offres sur www.simap.ch

4 juin 2021 : Délai de clôture pour le dépôt des questions

11 juin 2021 : Délai de réponse aux questions

1 juillet 2021 à 14 heures : Délai de dépôt des offres, suivi de l'ouverture des offres

9 juillet 2021 : Audition éventuelle des soumissionnaires

Fin juillet 2021 : Notification de la décision d'adjudication, suivi de la conclusion du contrat et du démarrage des prestations

2.3 INSCRIPTION

Sur SIMAP. Il n'y a pas de délai d'inscription.

2.4 OBTENTION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir de la plateforme www.simap.ch. Aucun émoluments d'inscription n'est demandé. Aucune version papier n'est consultable.

2.5 VISITE DU SITE

Aucune.

2.6 DÉPÔT DES QUESTIONS, RÉPONSES

L'adjudicateur répond uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé au chapitre 2.2 et

¹ L'adhésion du canton de Vaud à l'AIMP révisé (accord adopté à l'unanimité des cantons par l'Autorité intercantonale pour les marchés publics le 15 novembre 2019) est actuellement en préparation et nécessite l'adaptation préalable de la LMP-VD et du RLMP-VD. L'AIMP révisé ne trouvera application dans le canton de Vaud qu'après adhésion de ce dernier. Cette adhésion pourrait intervenir dans le courant de l'année 2022.
Source: <https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/marches-publics/actualite/news/14171i-modifications-legislatives-au-1er-janvier-2021/>

posées par écrit sur la plateforme SIMAP. L'adjudicateur ne traitera aucune autre demande. Les réponses sont mises à disposition sur le forum SIMAP.

2.7 DÉPÔT DES OFFRES

Les dossiers d'offre doivent être déposés ou envoyés en **2 exemplaires papier et 1 version électronique (clé USB)**, dans le délai fixé au chapitre 2.2 et à l'adresse suivante :

Service technique intercommunal (AISTBV)
Grand'Rue 5b
1522 Lucens (Suisse)

Heures d'ouverture pour un dépôt sur place: lu-ve 8 – 11:30 et 14:00 – 16:30

Le moment de la réception de l'offre et non le timbre postal fait foi. Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter les échéances fixées. Un rendu tardif entraîne l'exclusion.

Les offres sont remises dans une enveloppe ou colis fermé portant de manière visible la raison sociale du soumissionnaire, et la mention « Ne pas ouvrir – Appel d'offres PGEEr Moyenne Broye ».

2.8 OUVERTURE DES OFFRES

Les offres seront ouvertes par au moins deux membres du comité d'évaluation à la date fixée au chapitre 2.2 et à l'adresse du dépôt des candidatures / offres.

Un procès-verbal d'ouverture des offres est envoyé aux soumissionnaires par courriel.

2.9 AUDITION DES CANDIDATS

L'adjudicateur pourra auditionner des soumissionnaires les mieux placés à la date fixée au chapitre 2.2, sur invitation par courriel.

L'audition ne constitue en aucun cas une négociation de prix. Elle permettra de clarifier des éléments de compréhension de l'offre par l'adjudicateur. L'audition n'est pas notée en tant que critère d'adjudication, toutefois les informations recueillies seront utilisées par le comité d'évaluation pour l'appréciation des critères d'adjudication.

Les soumissionnaires sont invités à réserver la date prévue. Le soumissionnaire, représenté par les 3 personnes-clé du mandat ou leurs suppléants, doit se rendre disponible pour l'audition à la date mentionnée au chapitre 2.2.

2.10 RECEVABILITÉ FORMELLE DE LA CANDIDATURE / DE L'OFFRE

L'adjudicateur prend en considération uniquement les candidatures respectivement les offres qui respectent les conditions de participation suivantes, à savoir celles qui :

- Sont parvenues signées dans les délais, à l'adresse et sous la forme demandée selon chapitre 2 ;
- Sont présentées sous la structure, le contenu et la forme exigés ;
- Sont rédigées en français ;
- Proviennent d'un soumissionnaire dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux soumissionnaires suisses en matière d'accès à leurs marchés publics si le marché est soumis à l'Accord OMC sur les marchés publics (voir chapitre 2.1) ;

- Respectent les aptitudes et compétences minimales du soumissionnaire pour l'exécution du présent marché, indiquées au chapitre 4.1.

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procèdera à une vérification plus approfondie par écrit auprès des soumissionnaires concernés.

2.11 PRÉ-IMPLICATION

La société suivante est considérée comme **pré-impliquée** et n'est **pas autorisée** à participer à la présente procédure :

- HOLINGER SA ; BAMO et organisateur de la procédure d'appel d'offres.

Les bureaux suivants ont participé à l'élaboration des études préliminaires et de l'avant-projet des futurs réseaux intercommunaux et sont **autorisés** à participer à la présente procédure, dès lors que les résultats de ces travaux sont intégralement mis à disposition de tous les soumissionnaires :

- Ribi Ingénieurs hydrauliciens SA (auteur de l'avant-projet "réseau")

Par ailleurs, les bureaux impliqués dans les PGEE communaux ou intercommunaux des communes et entités intercommunales du périmètre de projet sont également autorisés à participer à la présente procédure.

2.12 CONFLIT D'INTÉRÊT ET RÉCUSATION

Le soumissionnaire annonce à l'adjudicateur, dès qu'il a connaissance d'un potentiel conflit d'intérêt, mais au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec un des membres du comité d'évaluation des offres.

Un membre du comité d'évaluation ou de l'autorité adjudicatrice doit se récuser dès qu'il constate qu'il est en conflit d'intérêt potentiel avec un soumissionnaire.

Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur, dans la mesure du possible, de remplacer le membre concerné.

2.13 VALIDITÉ DE L'OFFRE

L'offre du soumissionnaire est valable pour une durée de **6 mois** à partir de la date limite de dépôt des offres.

2.14 NOMBRE D'OFFRES

Un mandataire, une entreprise ou une société, ainsi qu'un consortium d'entreprises ou une association de bureaux, le cas échéant, ne peut déposer qu'une offre. Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne peuvent inscrire qu'un seul soumissionnaire.

2.15 VARIANTE D'OFFRE

Les variantes d'offre (au sens formel d'une offre alternative, rendue et évaluée en parallèle à l'offre de base) ne sont **pas admises**.

Toutefois, les soumissionnaires sont invités à faire des propositions d'optimisation du cahier des charges du mandataire (= prestations) qui leur semble pertinentes. L'adjudicateur pourra en tenir compte lors des discussions contractuelles avec l'adjudicataire du marché.

2.16 INDEMNISATION

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité.

2.17 MODIFICATION D'UNE OFFRE

Une offre déposée ne peut pas être modifiée, corrigée ou complétée après son dépôt.

Lors du contrôle de la recevabilité formelle des offres, dans le but d'éviter une exclusion qui relèverait du formalisme excessif, l'adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir, dans un court délai, d'éventuelles pièces manquantes ou incomplètes de nature purement administrative.

2.18 MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Toute modification en cours de procédure est communiquée aux entreprises inscrites via la plate-forme SIMAP. Si nécessaire, l'adjudicateur prolonge les délais de procédure de manière adéquate.

2.19 DEVOIR DE S'INFORMER

Le soumissionnaire doit s'engager à fournir toutes les prestations nécessaires pour atteindre les objectifs décrits dans le cahier des charges. Il ne pourra pas invoquer un manque d'information pour prévoir des prestations qui se révéleraient incomplètes. Il lui appartient en effet de s'enquérir dans le cadre de l'appel d'offres des informations éventuellement manquantes et des conditions ou autres éléments pouvant influencer ses prestations.

Il proposera spontanément dans son offre les prestations qui lui paraissent nécessaires à l'atteinte des objectifs du mandat et qui ne figureraient pas dans le cahier des charges.

2.20 PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ

En référence au RLMP-VD (RSV 726.01.1) art. 18, les soumissionnaires conservent les droits d'auteur sur leurs offres et tous les documents annexés y relatifs. Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles ou qui relèveraient de la propriété intellectuelle.

L'adjudicateur s'engage, pour lui-même et ses mandataires, à traiter de manière confidentielle les offres reçues ainsi que toute information échangée en cours de procédure et à en faire usage dans le cadre de la présente procédure exclusivement.

Le soumissionnaire s'engage quant à lui à traiter de manière confidentielle l'ensemble des documents d'appel d'offres reçus dans le cadre de la présente procédure.

3 STRUCTURE ET CONTENU DES DOSSIERS DU SOUMISSIONNAIRE

Le soumissionnaire est tenu de remettre une offre dont la structure et le contenu sont conformes au tableau suivant. Les formulaires à compléter sont fournis en format word éditable avec le présent appel d'offres.

Onglet N°	Pièces du dossier d'offre	Remarques
1	Caractéristiques du soumissionnaire	Formulaire à compléter, partie A Documents annexes
2	Références d'entreprise	Formulaire à compléter, partie B Eventuels documents annexes
3	Formulaire de calcul des honoraires (fourni, à remplir)	Formulaire fourni, à remplir et à signer valablement.
4	Personnes-clé	Formulaire à compléter, partie C CVs des personnes-clé Eventuels documents annexes
6	Méthodologie	Documents à remettre selon partie D Rapport de maximum 5 pages Schémas, esquisses, cartes, visualisations, etc. utiles à la compréhension des propositions, en annexe, selon appréciation du soumissionnaire
5	Organisation du soumissionnaire pour le mandat	Documents à remettre selon partie E Organigramme
7	Planning	Documents à remettre selon partie F Planning "Gantt" Note explicative
8	Engagement sur l'honneur	Formulaire partie G document à signer, pour chaque entreprise

4 EVALUATION DES OFFRES ET ADJUDICATION

4.1 CRITÈRES D'APTITUDE

4.1.1 Principe

Les offres sont dans un premier temps soumises à un critère de qualification concernant les références du soumissionnaire. Si l'un des critères de qualification n'est pas atteint, l'offre du soumissionnaire est écartée (décision d'exclusion) et n'est pas évaluée selon les critères d'adjudication. De cette manière, les soumissionnaires dont l'expérience serait insuffisante ne sont pas retenus.

4.1.2 Capacité suffisante du soumissionnaire

Pour assurer une taille du bureau pilote suffisante par rapport à la taille du marché, un chiffre d'affaire supérieur ou égal à 1 MCHF / an (moyenne des 5 dernières années du chiffre d'affaires) est exigé.

4.1.3 Références

Le soumissionnaire doit fournir **2 références de projets similaires** (voir explications selon formulaire B) correspondant le mieux possible au présent marché et démontrant son expérience spécifique. Les références doivent comporter les prestations usuelles de planification de l'évacuation des eaux (PGEE, PGEEi, PGEEr ou similaire) et être **achevées il y a moins de 10 ans ou être proches de l'achèvement** (= phase d'étude terminée, documentation des résultats en cours). De plus,

- au moins une des références doit porter sur une planification de **type régional ou intercommunal** (2 communes ou davantage avec des éléments de réseau intercommunal);
- au moins une des références doit comporter la **mise en œuvre et l'utilisation d'une base de données géoréférencée** (des plans DAO ne sont pas acceptés);
- au moins une des références doit contenir **l'évaluation des impacts de rejets des eaux urbaines dans le milieu récepteur** selon une approche de type "immission";

Les références démontrant l'aptitude peuvent provenir de tous les bureaux membres du groupement y compris les sous-traitants, pour autant que le bureau qui produit la référence effectue la prestation correspondante dans le présent mandat.

A défaut de références répondant à ces exigences, l'aptitude n'est pas réputée démontrée et le soumissionnaire sera exclu de la procédure.

4.2 CRITÈRES D'ADJUDICATION

4.2.1 Critères et pondération

Les soumissionnaires qui remplissent les critères d'aptitude sont évalués selon les critères d'adjudication suivants :

Critères et sous-critères	Poids	Rendu évalué
1. Prix et crédibilité des heures offertes <ul style="list-style-type: none"> - Prix de l'offre (20%) - Crédibilité et adéquation du volume d'heures offert (5%) 	25%	Formulaire "prix" et annexes Audition du candidat
2. Qualification et expérience des personnes-clé <ul style="list-style-type: none"> - Ingénieur PGEE chef/fe de projet (10%) - Ingénieur PGEE spécialiste en gestion des données (7.5%) - Spécialiste cours d'eau (7.5%) 	25%	Formulaire partie C et annexes Audition du candidat
3. Méthodologie <ul style="list-style-type: none"> - Analyse du mandat et du cahier des charges - Propositions méthodologiques et outils pour la gestion des données - Propositions méthodologiques pour l'élaboration du concept régional 	25%	Mémoire technique y c. annexes Audition du candidat
4. Organisation du soumissionnaire pour le mandat <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de l'équipe de projet (10%) - Organisation interne du/des bureau(x) (5%) 	15%	Organigramme Note explicative Audition du candidat
5. Proposition de planning	10%	Planning Note explicative Audition du candidat
Total	100 %	

4.2.2 Notation du critère « prix »

Le prix qui entre en compte dans la notation est le montant global de l'offre du soumissionnaire, frais annexes compris, hors TVA.

L'adjudicateur décide d'appliquer la méthode de notation du prix suivante : montant de l'offre la moins disante, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée.

$$\text{Note offre}_x = \frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \times 5$$

L'adjudicateur se réserve la possibilité de demander des justifications au soumissionnaire qui présente une **offre anormalement basse**. Une offre anormalement basse (en heures et/ou en coût) pourra faire l'objet d'une décision d'exclusion s'il est avéré que le prix offert ne permet pas de réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou qu'il mette en péril la pérennité de l'entreprise soumissionnaire.

4.2.3 Notation du temps consacré

L'adjudicateur procède à une analyse de crédibilité et d'adéquation des heures offertes. Il s'assure, sur la base de valeurs d'expérience et d'une analyse des exigences du mandat que l'offre soit plausible, crédible et permette d'atteindre les objectifs du mandat. Les éléments d'appréciation sont :

- Adéquation du volume total d'heures offertes, mises en relation avec le profil de l'équipe de projet et avec le planning du soumissionnaire ;
- Taux de charge des personnes-clé (on cherche en particulier à s'assurer d'une implication à la fois suffisante et réaliste des personnes-clé, souvent déjà engagées sur d'autres projets importants).

4.2.4 Notation des critères "qualité"

Les critères "qualité" sont évalués en fonction des indications suivantes, en appliquant le barème de notation décrit plus bas (voir chapitre 4.3).

Critère 2 – personnes-clé

Les 3 personnes-clé sont à présenter avec **2 références personnelles chacune** (à documenter dans le formulaire correspondant), ainsi qu'un **CV** (format libre). Le cumul de rôles (par exemple chef de projet et spécialiste cours d'eau) n'est pas admis.

Remarque concernant le chef de projet : EMB souhaite disposer d'un **interlocuteur compétent et expérimenté**, mais aussi **disponible et fortement engagé** pour le projet. Une personne-clé certes très expérimentée et aux compétences pointues mais peu disponible n'est pas souhaitée. Ainsi, un chef de projet plus jeune, dont la disponibilité est avérée et qui est adéquatement soutenu, peut donner toute satisfaction et accéder à une notation élevée. Les soumissionnaires sont invités, en lien avec le critère no. 2, à apporter les informations nécessaires pour démontrer, le cas échéant, une telle organisation.

Critère 3 - méthodologie

Le soumissionnaire remet un descriptif méthodologique, de forme libre et de maximum **5 pages A4**, qui doit préciser sa compréhension du mandat et ses propositions méthodologiques avec un accent particulier sur les éléments suivants :

- Analyse du mandat et du cahier des charges
- Propositions méthodologiques et outils pour la gestion des données
- Propositions méthodologiques pour l'élaboration du concept régional

Critère 4 - organisation

L'**organisation de l'équipe de projet** est à présenter sous la forme d'un organigramme (format A4 ou A3), complété de commentaires (1 page de texte max.).

Il s'agit notamment de montrer

- comment va fonctionner l'équipe de projet à l'interne ainsi que dans ses relations avec les autres intervenants du projet;
- de quelle manière le chef de projet pilotera le projet et démontrer sa disponibilité et sa suppléance;
- comment fonctionnera l'implication et la suppléance des autres personnes-clé;
- le mode de collaboration entre bureaux, si le soumissionnaire est organisé en

groupement et/ou avec des sous-traitants. Les éventuelles expériences de collaboration entre les bureaux impliqués peuvent être mentionnées.

L'adjudicateur souhaite un mandataire aussi "compact" que possible, dans un souci d'efficacité et de réduction des risques de dilution des responsabilités.

L'**organisation interne des bureaux** est à présenter au moyen des documents suivants :

- Système d'assurance qualité (certifié ou non²)
- Système de management environnemental (certifié ou non²)

Critère 5 - planning

Un planning d'étude est à présenter par le soumissionnaire, en tenant compte des indications de calendrier du cahier des charges. L'appréciation se basera sur la clarté du planning, le degré d'atteinte des objectifs de calendrier fixés par le MO ainsi que l'adéquation et la crédibilité de l'enchaînement et de la durée des étapes du projet.

4.3 BARÈME DES NOTES

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Chaque note au niveau du sous-critère est attribuée au demi-point, à part pour l'évaluation du prix, qui est noté au centième. Les notes des sous-critères sont pondérées pour obtenir une note du critère au centième (par exemple : 3.46). Puis les notes des critères sont à leur tour pondérées pour obtenir un score total arrondi au centième. Les notes sont précisées comme suit :

Note Appréciations

- | | |
|----------|---|
| 0 | "Manquant" Information ou document (non éliminatoire) non fourni |
| 1 | "Insuffisant" Les éléments fournis sont nettement insuffisants et ne répondent pas du tout aux attentes |
| 2 | "Partiellement suffisant" Les éléments fournis ne répondent que partiellement aux attentes minimales |
| 3 | "Satisfaisant" Les éléments fournis répondent aux attentes minimales, mais ne présentent pas d'avantages particuliers pour l'adjudicateur |
| 4 | "Largement satisfaisant et intéressant" Les éléments fournis répondent bien aux attentes et présentent des avantages particuliers pour l'adjudicateur, (sans tomber dans la surqualité ou la surqualification) |
| 5 | "Très intéressant" Les éléments fournis répondent largement aux attentes, présentant beaucoup d'avantages particuliers pour l'adjudicateur (sans tomber dans la surqualité ou la surqualification) |

² Pour un bureau certifié (ISO, EcoEntreprise, etc.), le certificat est suffisant. Si le bureau n'est pas certifié, fournir une documentation permettant de comprendre le mode de gestion de la qualité et des aspects environnementaux.

4.4 COMITÉ D'ÉVALUATION

Le comité d'évaluation est constitué des membres suivants :

Nom et prénom	Titre / fonction
Sylvain Schupbach	Président du COPIL EMB et du CODIR de l'AIML, Conseiller municipal à Lucens, représentant de l'arrondissement "Centre Lucens"
Thierry Dubrit	Membre du COPIL EMB, Conseiller municipal à Valbroye, représentant de l'arrondissement "Nord"
Carole Pico	Membre du COPIL EMB, Syndique de Moudon, représentante de l'arrondissement "Centre Moudon"
Jean-Paul Rey	Membre du COPIL EMB, Conseiller communal à Châtonnaye, représentant de l'arrondissement "Fribourg"
Markus Pirkheim	Membre du COPIL EMB, Président du CODIR du SIEMV, représentant de l'arrondissement "Sud"
Philippe Pahud	Directeur de l'Association intercommunale Service Technique Broye vaudoise (AISTBV)
Hugues Poulat*	Représentant de la section protection des eaux du Service de l'Environnement de l'Etat de Fribourg (SEn)
Gabrielle Hack*	Représentante de la division protection des eaux de la Direction générale de l'environnement de l'Etat de Vaud (DGE)
Jürg Schweizer *	Mandataire BAMO (collaborateur du bureau HOLINGER SA)

* avec voix consultative uniquement

4.5 CORRECTION DES ERREURS LORS DE L'ÉVALUATION

L'adjudicateur procède à un contrôle arithmétique de l'offre. Les erreurs évidentes de calcul sont corrigées. En cas de problème de compréhension, une demande de clarification peut être adressée à un soumissionnaire, par écrit.

4.6 DÉCISION D'ADJUDICATION

Le marché est attribué à l'offre obtenant le meilleur score.

La décision d'adjudication est notifiée par écrit aux soumissionnaires qui ont participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Outre la décision d'adjudication, chaque soumissionnaire reçoit un tableau qui indique les résultats non anonymes des soumissionnaires.

La décision d'adjudication est une décision administrative et ne constitue pas un engagement contractuel au sens du Code des Obligations. Après l'adjudication, un contrat de mandataire est établi, selon le modèle de contrat prévu.

L'adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer ultérieurement à l'adjudicataire des mandats complémentaires en lien avec le présent projet, en fonction de l'évolution du projet et de besoins non encore identifiés à ce stade.

4.7 CONTRAT

EMB prévoit de conclure avec l'adjudicataire un contrat de mandataire KBOB (Document KBOB no 30, Version 2020 (1.0)), dont une version préliminaire est fournie avec l'appel d'offres. En déposant une offre, le soumissionnaire accepte les termes du projet de contrat et les conditions générales y relatives.

5 VOIES DE RECOURS

Conformément à l'art. 10 al. 1, LMP-VD, toutes les décisions administratives notifiées dans le cadre de la présente procédure, y compris l'appel d'offres (let. a), sont sujettes à recours. Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente (Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Av. Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne) dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas. Le recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours.

Le recours n'a en principe pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du recourant, par l'autorité de recours.